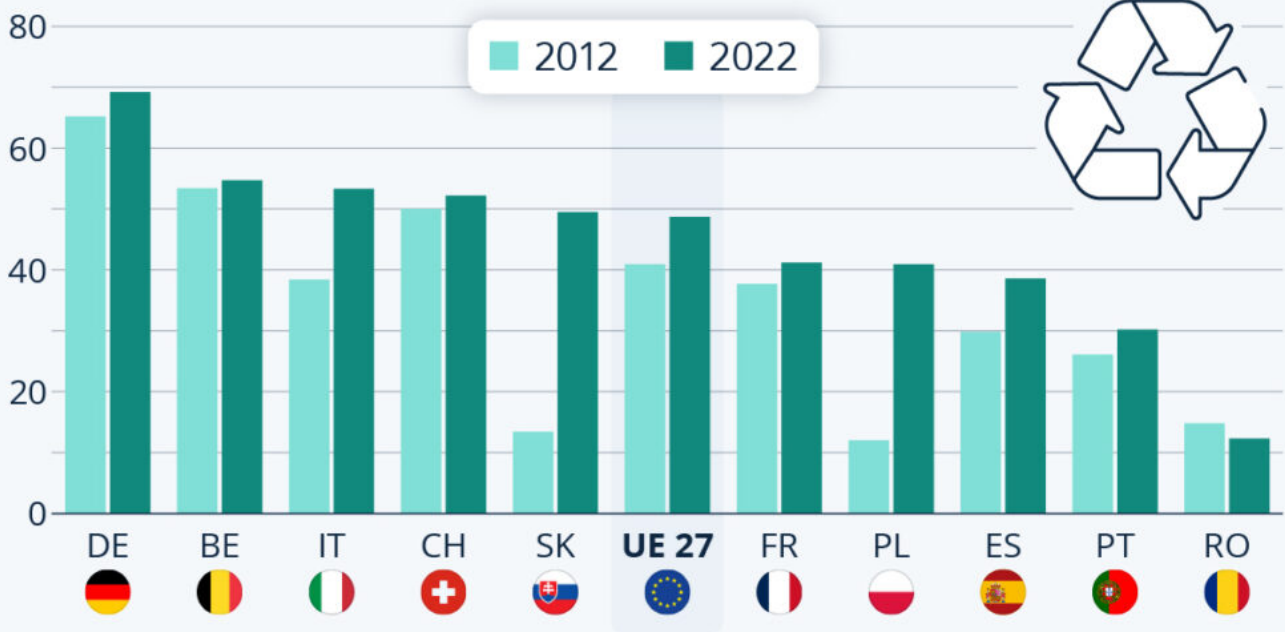


Ecrit par le 29 mars 2025

La France a des efforts à faire en matière de recyclage

La France a des efforts à faire en matière de recyclage

Taux de recyclage* des déchets municipaux dans une sélection de pays en 2012 et 2022 (en %)



* comprend le recyclage des matériaux, le compostage et la digestion anaérobie, ainsi que la préparation en vue de la réutilisation.

Déchets municipaux : déchets produits par les ménages, les petites entreprises et les institutions publiques et collectés par la municipalité.

Source : Eurostat



statista

Ecrit par le 29 mars 2025

En matière de recyclage, la France ne fait pas partie des bons élèves dans l'Union européenne. C'est ce qui ressort des [données](#) d'Eurostat, l'institut de statistiques de la Commission européenne. En 2022, 41,2 % des déchets municipaux (principalement composés des déchets produits par les ménages, mais pouvant aussi inclure des déchets produits par les petites entreprises et les institutions publiques, et collectés par la municipalité) en France étaient recyclés. Si cela marque une légère amélioration sur 10 ans (en 2012, seulement 37,7 % de ces mêmes déchets étaient recyclés dans l'Hexagone), cela place malgré tout la France 7,5 points de pourcentage derrière la moyenne des pays de l'Union européenne (48,7 %).

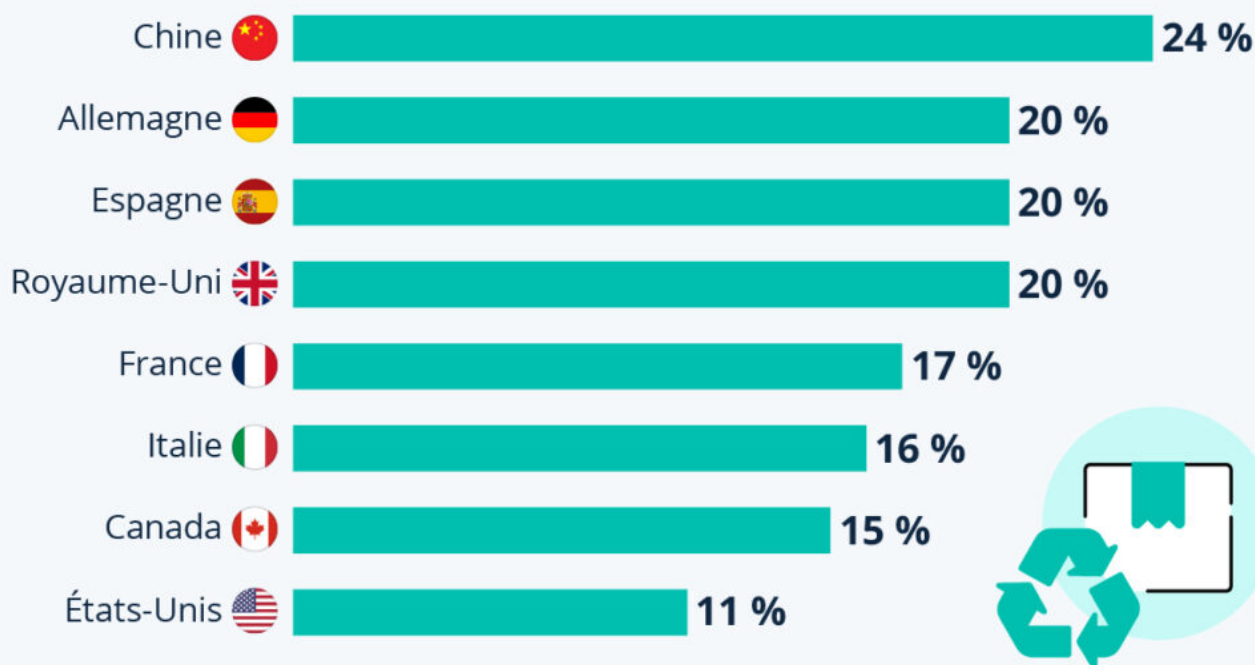
À l'échelle européenne, ce sont nos voisins allemands qui recyclent la plus grande proportion de leurs déchets municipaux : 69,2 % en 2022, soit une augmentation de quatre points de pourcentage sur dix ans. Si le taux de recyclage de l'Italie n'était que de 53,3 % en 2022, cela représentait une amélioration de près de 15 points de pourcentage sur dix ans. En Slovaquie, le taux de recyclage est passé de 13,4 % en 2012 à 49,5 % en 2022, ce qui en fait le pays ayant enregistré la plus forte amélioration.

À l'inverse, le taux de recyclage des déchets a diminué en Roumanie : il est passé de 14,8 % en 2012 à 12,3 % en 2022. Le Portugal recyclait moins d'un tiers de ses déchets municipaux (30,2 %), ce qui faisait du pays l'un des mauvais élèves en matière de recyclage dans l'UE, à l'instar de Malte (12,5 %), Chypre (14,8 %), l'Islande (23,3 %), ou encore la Bulgarie (24,6 %).

Ecrit par le 29 mars 2025

Où privilégie-t-on les emballages écologiques ?

Part des acheteurs déclarant que les emballages écologiques jouent un rôle dans le choix de leurs aliments



Base : 2 000-10 000 adultes (18-64 ans) interrogés par pays entre janvier et décembre 2024.

Source : Statista Consumer Insights



statista

Où privilégie-t-on les emballages écologiques ?

D'après une récente enquête menée par Statista dans 53 pays (voir graphique ci-dessus), 22 % des personnes interrogées déclaraient que les emballages respectueux de l'environnement, comme les emballages recyclables ou sans plastique, jouaient un rôle important dans le choix de leurs aliments. Cependant, cette part varie fortement d'un pays à l'autre, comme le montre l'infographie.

Ecrit par le 29 mars 2025

En Europe, les emballages respectueux de l'environnement semblaient ainsi jouer un rôle relativement proche de la moyenne des pays inclus dans l'enquête : en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni. une personne interrogée sur cinq disait les prendre en compte dans le choix de leurs aliments, soit un peu plus qu'en France (17 %) ou en Italie (16 %). Ce chiffre tombait à 15 % au Canada, et seulement 11 % aux États-Unis. À l'inverse, la part des personnes se préoccupant des emballages lorsqu'elles font leurs courses était plus élevée en Asie : elle était de 24 % en Chine, 33 % en Inde, et 42 % en Indonésie, la part la plus élevée de tous les pays sondés dans le cadre de l'enquête de Statista.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

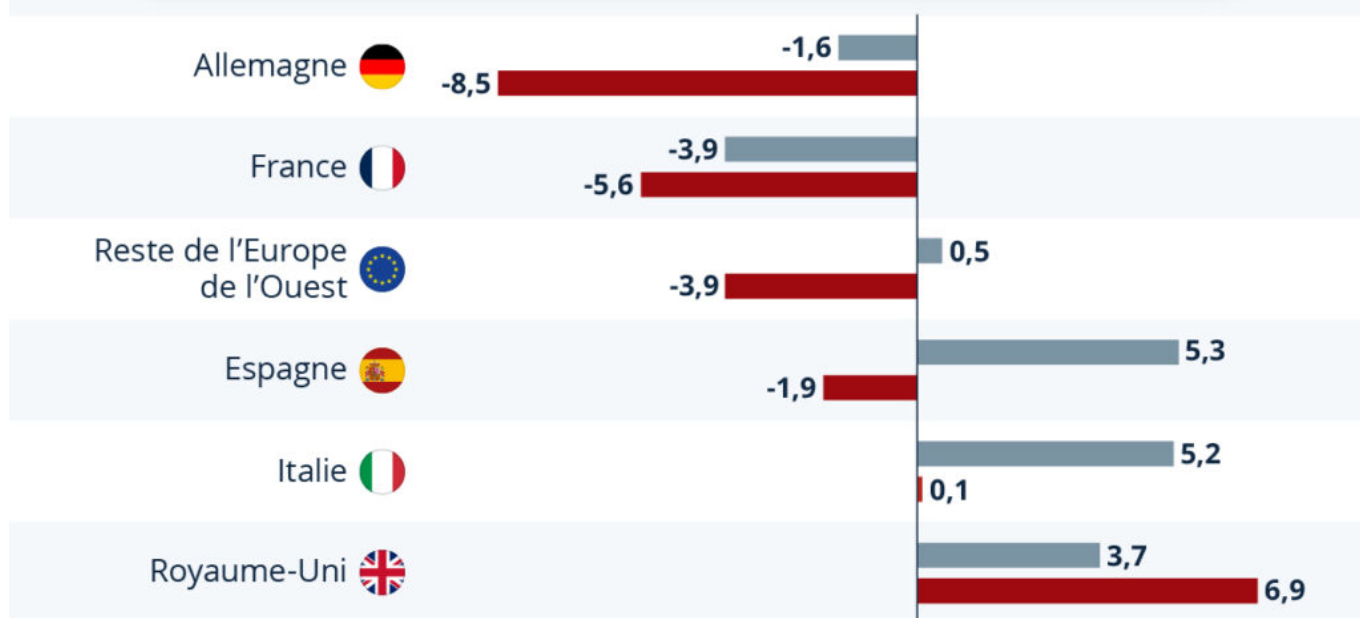
Tourisme : les Européens délaissent-ils les États-Unis ?

Écrit par le 29 mars 2025

Les Européens délaissent-ils les États-Unis ?

Évolution du nombre de voyageurs d'Europe vers les États-Unis, en %

■ Différence janvier 2025/janvier 2024 ■ Différence février 2025/février 2024



Source : Office national du voyage et du tourisme des États-Unis



statista

Donald Trump et sa politique vont-ils coûter cher à l'industrie du tourisme des États-Unis ? C'est en tout cas ce que suggère un [récent article](#) du Washington Post. D'après la revue Tourism Economics, revue internationale qui couvre les aspects commerciaux du secteur du tourisme dans le monde, le nombre de visiteurs internationaux vers les États-Unis devrait diminuer de 5 % cette année, contribuant à un manque à gagner de 64 milliards de dollars pour l'industrie du voyage dans le pays.

Ecrit par le 29 mars 2025

Comme le montrent les [données](#) de l'Office national du voyage et du tourisme des États-Unis, le nombre de personnes ayant visité les États-Unis a diminué en 2025 par rapport à 2024. Si l'on considère l'ensemble des pays et des régions du monde, le nombre de visiteurs a baissé de 2,4 % en février. Certes, le recul pour l'Europe de l'Ouest est un peu moins important (-1,0 %), mais ces chiffres varient fortement d'un pays à l'autre.

L'Allemagne semble par exemple avoir particulièrement choisi de délaisser les États-Unis. Si les Allemands étaient déjà moins nombreux à traverser l'Atlantique en janvier, le trafic touristique s'est littéralement effondré en février, avec une baisse de 8,5 %. En France aussi, l'intérêt pour les voyages vers les États-Unis semble avoir diminué depuis le début de l'année. Il existe toutefois des exceptions. Ainsi, au cours des deux premiers mois de l'année, les Britanniques ont été nettement plus nombreux à prendre l'avion en direction des États-Unis qu'en 2024.

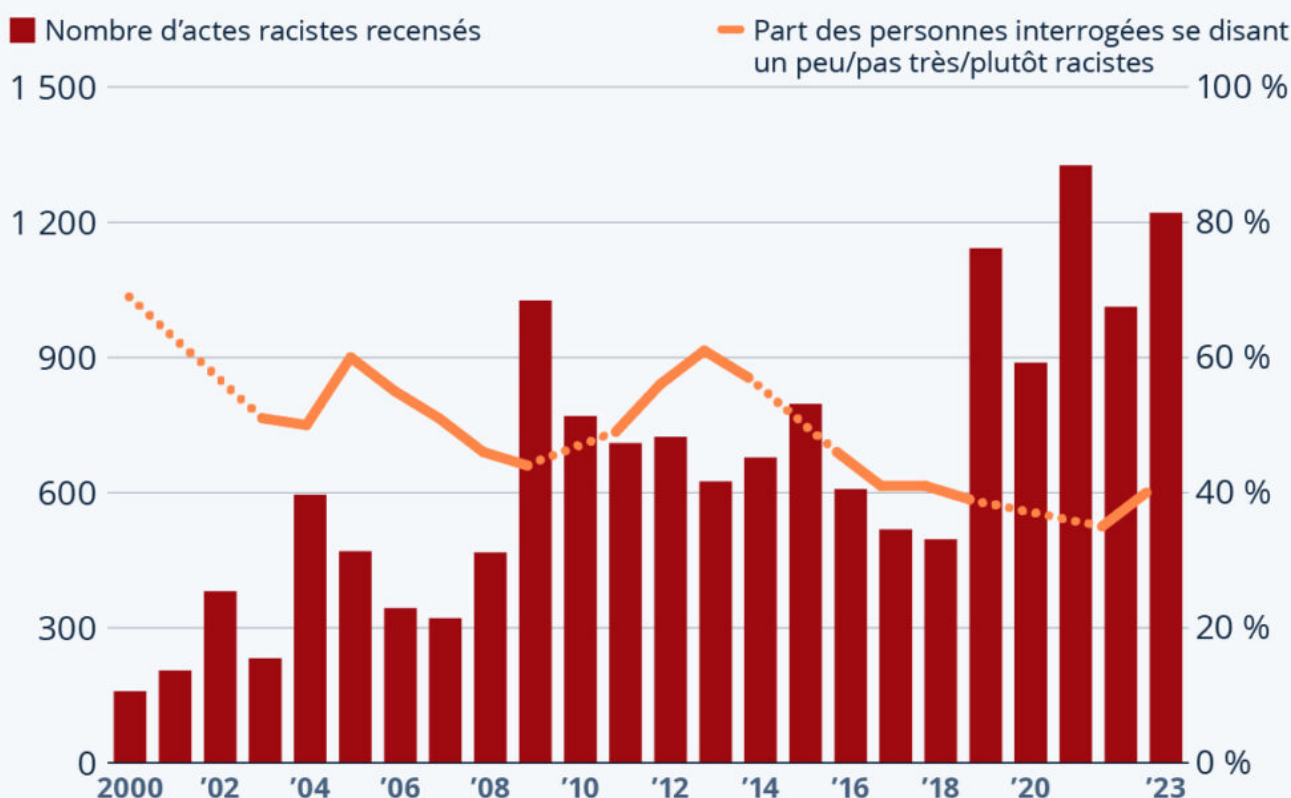
De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Le nombre d'actes racistes en France augmente

Ecrit par le 29 mars 2025

Le racisme en France

Nombre d'actes racistes recensés par les services de renseignement, et auto-perception du racisme en France



Pour l'auto-perception du racisme : 1 300 adultes interrogés chaque année.

Sources : Ipsos, ministère de l'Intérieur



statista

Alors que vient de se tenir la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, en France, d'après les [données](#) du ministère de l'Intérieur, le nombre d'actes à caractère raciste enregistrés chaque année a fortement fluctué depuis 2000, mais a connu une forte augmentation ces dernières années. Le Service central du renseignement territorial a ainsi enregistré 159 actes racistes en 2000, contre 1 221 en 2023.

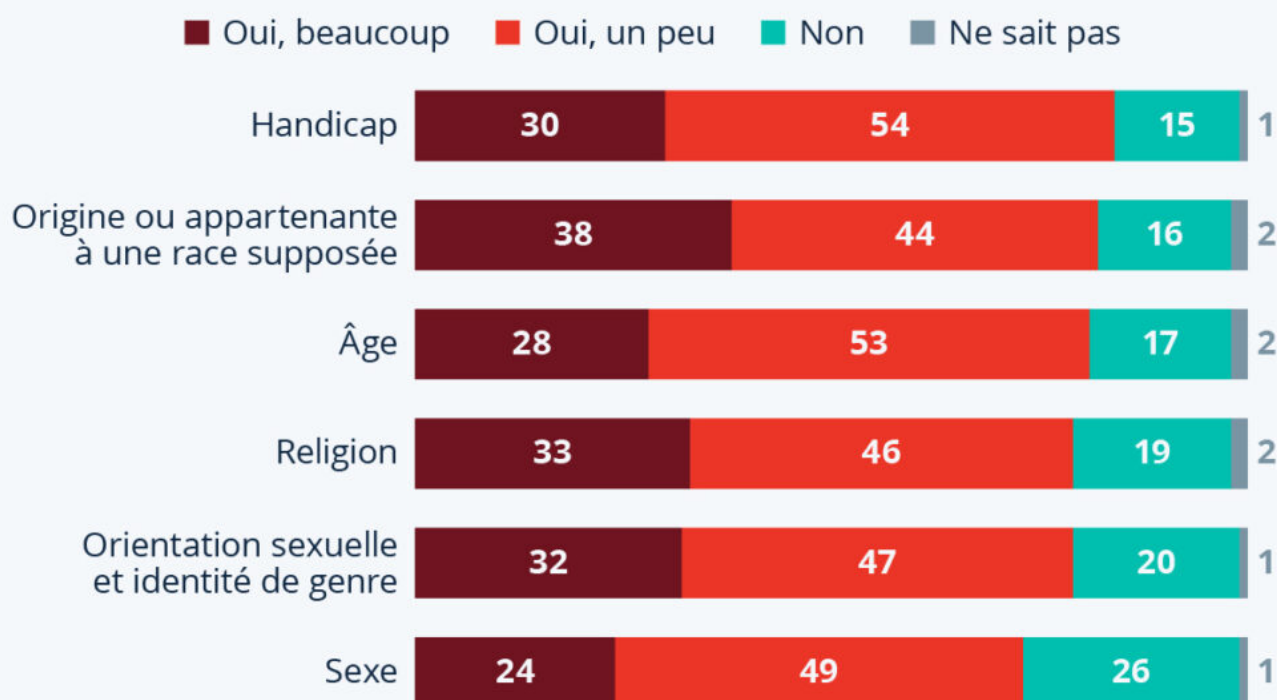
Ecrit par le 29 mars 2025

Cependant, si le nombre d'actes racistes recensés en France a connu une forte augmentation depuis le début du siècle, la part des personnes se considérant racistes a plutôt eu tendance à diminuer. Comme le montrent les résultats d'un [baromètre](#) Ipsos, la part des personnes se disant un peu/pas très/plutôt racistes en 2000 était de 69 %. Cette même année, le même nombre de personnes interrogées se disaient « un peu raciste » et « pas raciste du tout » : 31 %. En 2023, dernière année pour laquelle les données sont disponibles, la part des personnes se considérant « pas racistes du tout » « pas raciste du tout » tait de 59 %, contre 40 % se disant un peu, pas très ou plutôt racistes.

Ecrit par le 29 mars 2025

La race reste un facteur majeur de discrimination en France

Part des répondants en France disant penser qu'il existe des discriminations pour les raisons suivantes (en %)



Base : 1 029 adultes interrogés en février 2024.

Source : OpinionWay



statista

La 'race' reste un facteur majeur de discrimination en France

Par ailleurs, comme le montrent de [récentes données](#) d'OpinionWay (voir graphique ci-dessus), l'origine ou l'appartenance à une race supposée sont encore considérées comme l'une des principales causes de discriminations en France. Plus de 80 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête pensaient en effet que le racisme était à l'origine de discriminations en France. L'appartenance à une race était

Ecrit par le 29 mars 2025

ainsi un peu moins mentionnée comme source de discrimination que le handicap (84%), et l'apparence physique (83%), et se classait au dessus de l'âge (81%) ou la religion (79%).

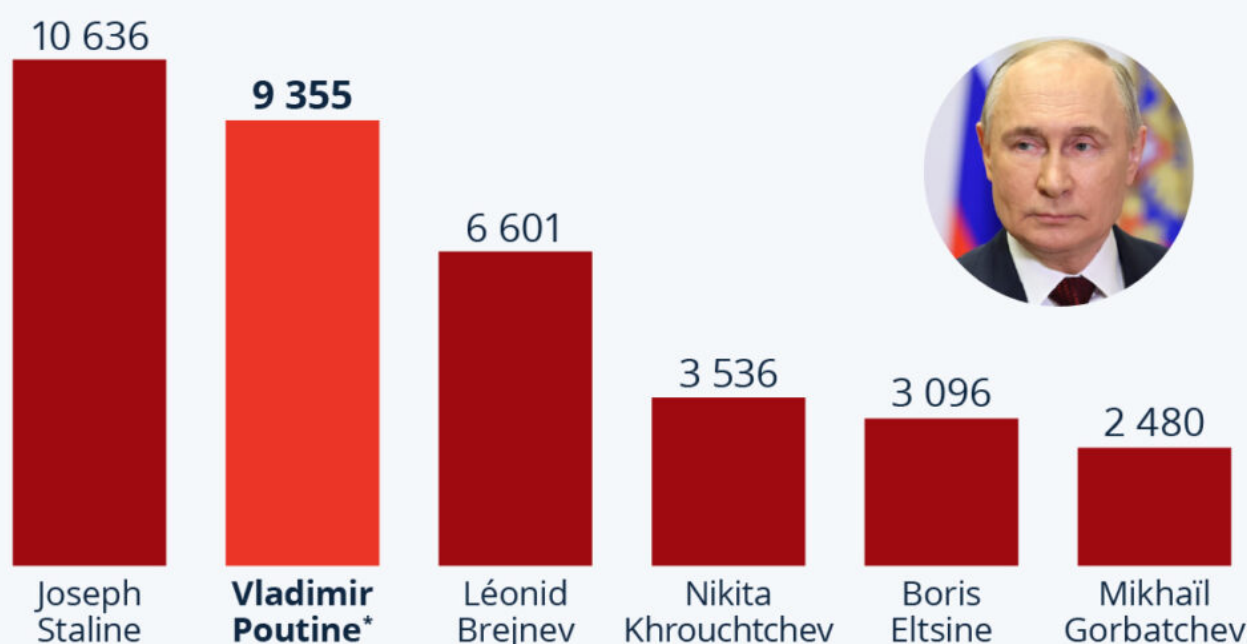
De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Poutine se rapproche du record de longévité au pouvoir détenu par Staline

Ecrit par le 29 mars 2025

Poutine se rapproche du record de Staline

Classement des dirigeants russes en fonction du temps passé au pouvoir depuis le 20e siècle, en jours



* Au 26 mars 2025. Inclut les mandats de président et premier ministre.

Depuis 2012, le mandat présidentiel en Russie dure 6 ans (soit environ 2 190 jours).

Photo : Wikipédia

Sources : Washington Post, recherches Statista



Vladimir Poutine fête aujourd'hui les 25 ans de son arrivée au pouvoir : il est élu président de la fédération de Russie le 26 mars 2000, après avoir occupé le poste de président par intérim après la démission de son prédécesseur Boris Eltsine, lors d'une élection considérée comme la dernière élection présidentielle véritablement compétitive en Russie à ce jour. En poste depuis un quart de siècle - comme président et premier ministre - Poutine a passé au total 9 355 jours à la tête du pays au moment où nous

Écrit par le 29 mars 2025

écrivons ces lignes. Réélu l'année dernière pour un mandat de six ans (soit environ 2 190 jours), il devrait battre le record de longévité au pouvoir en Russie depuis le début du vingtième siècle, détenu par Joseph Staline (10 636 jours).

À la fin de la présidence de Dmitri Medvedev, en 2012, la loi russe avait été modifiée pour prolonger le mandat présidentiel de quatre à six ans. Une décennie plus tard, en 2021, Poutine avait signé une autre loi fixant la limite à deux mandats présidentiels (consécutifs ou non), mais sans que soient pris en compte les mandats précédents ou en cours, notamment les siens.

Ecrit par le 29 mars 2025

Liberté, corruption, démocratie : le mauvais bilan russe

Classement de la Russie par rapport au reste du monde dans une série d'indices internationaux



Un rang élevé dans ces classements dénote d'une mauvaise situation, sauf pour l'indice des États fragiles, pour lequel la situation est inversée.

Sources : Rapports cités




Liberté, corruption, démocratie : le mauvais bilan russe

Sans surprise (voir graphique ci-dessus), la Russie est mal classée en matière de transparence, de corruption ou encore de démocratie dans de nombreux indices internationaux. Les chercheurs de The Economist l'ont par exemple placée au 150e rang sur 167 dans le cadre de son [indice de démocratie](#) l'année dernière, critiquant particulièrement l'absence de diversité politique du pays, ainsi que la

Ecrit par le 29 mars 2025

fréquente manipulation de ses élections. La Russie a également obtenu un score inquiétant en matière de [corruption](#) dans le plus récent rapport annuel de l'ONG Transparency International : elle se classe 154e sur 180.

La répression et la censure journalistique du régime du Kremlin sont aussi mises en évidence par son classement en matière de liberté de la presse, puisque Reporters Sans Frontière plaçait la Russie au 183e rang sur 208 l'année dernière, un score peu surprenant, car la Russie [emprisonne encore régulièrement des journalistes](#), par exemple sous prétexte d'« espionnage ». Le gouvernement limite également l'accès à Internet et au contenu critique en ligne.

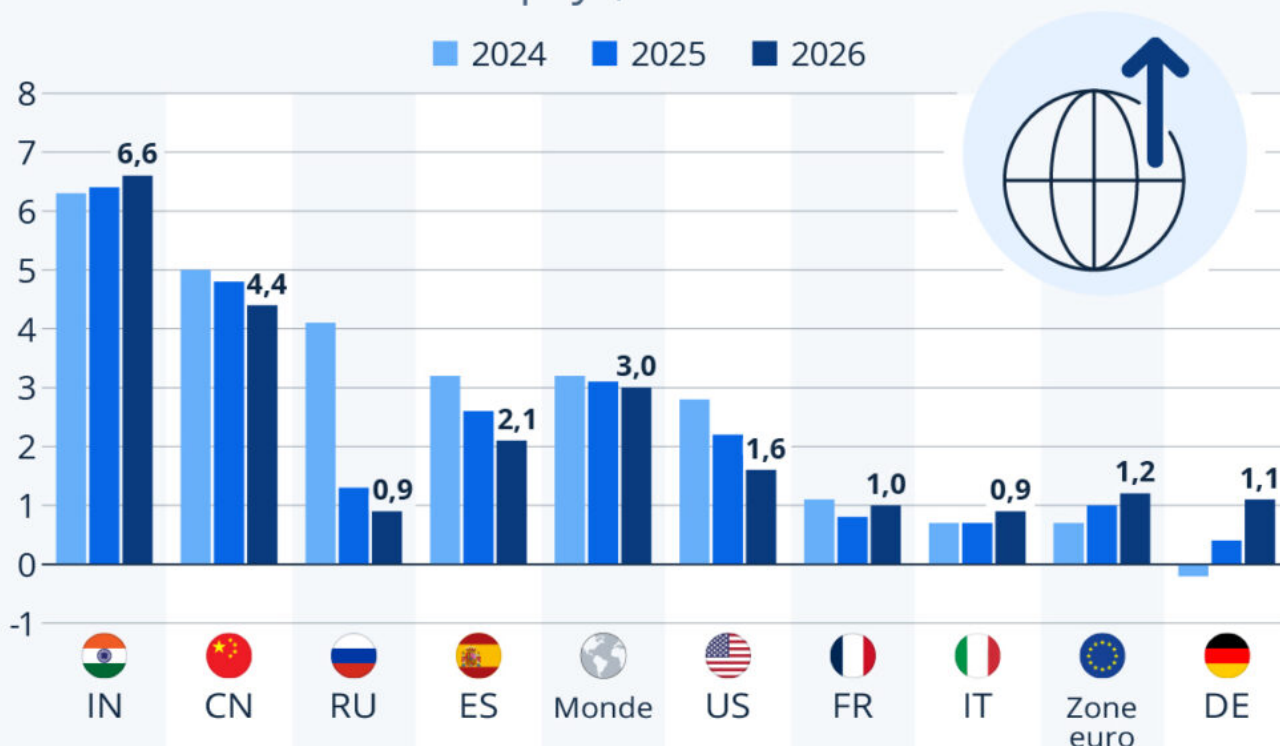
De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Vers un ralentissement de la croissance mondiale ?

Écrit par le 29 mars 2025

Vers un ralentissement de la croissance mondiale ?

Projections de croissance du PIB réel en glissement annuel dans une sélection de pays, en %



Source : OCDE



statista

Dans son [récent rapport](#) sur les perspectives économiques de ses États membres, l'OCDE indique que si l'économie mondiale a progressé à un rythme annualisé solide de 3,2 % au second semestre 2024, les récents indicateurs d'activité pointent vers un ralentissement de la croissance en 2025 et 2026. L'OCDE indique en effet que l'inflation, l'augmentation des barrières commerciales dans plusieurs économies du G20 et l'incertitude politique pourraient affaiblir les économies de nombreux pays. La croissance du PIB

Ecrit par le 29 mars 2025

mondial devrait ainsi ralentir, passant de 3,2 % en 2024 à 3,1 % en 2025 et 3,0 % en 2026. Cependant, certains pays devraient être plus fortement touchés que d'autres - et d'autres pays ne devraient pas être affectés.

La croissance annuelle du PIB réel aux États-Unis devrait ralentir par rapport au rythme très soutenu qu'elle a connu, pour s'établir à 2,2 % en 2025 et à 1,6 % en 2026. Dans la zone euro, la croissance du PIB réel devrait être modérée mais soutenue, passant à 1,0 % en 2025 et 1,2 % en 2026. La France, qui a connu une croissance de 1,1 % l'année dernière, devrait la voir ralentir pour s'établir à 0,8 % cette année, puis remonter à 1,0 % en 2026.

La croissance en Chine devrait également ralentir, passant de 4,8 % cette année à 4,4 % en 2026. L'Inde fait quant à elle figure d'exception : d'après les prévisions de l'OCDE, son économie devrait croître de 6,4 % cette année et 6,6 % l'année prochaine. L'Italie devrait également connaître une croissance soutenue, de 0,7 % en 2025 et 0,9 % en 2026.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

En Europe, l'égalité entre les hommes et les femmes a encore du chemin à faire

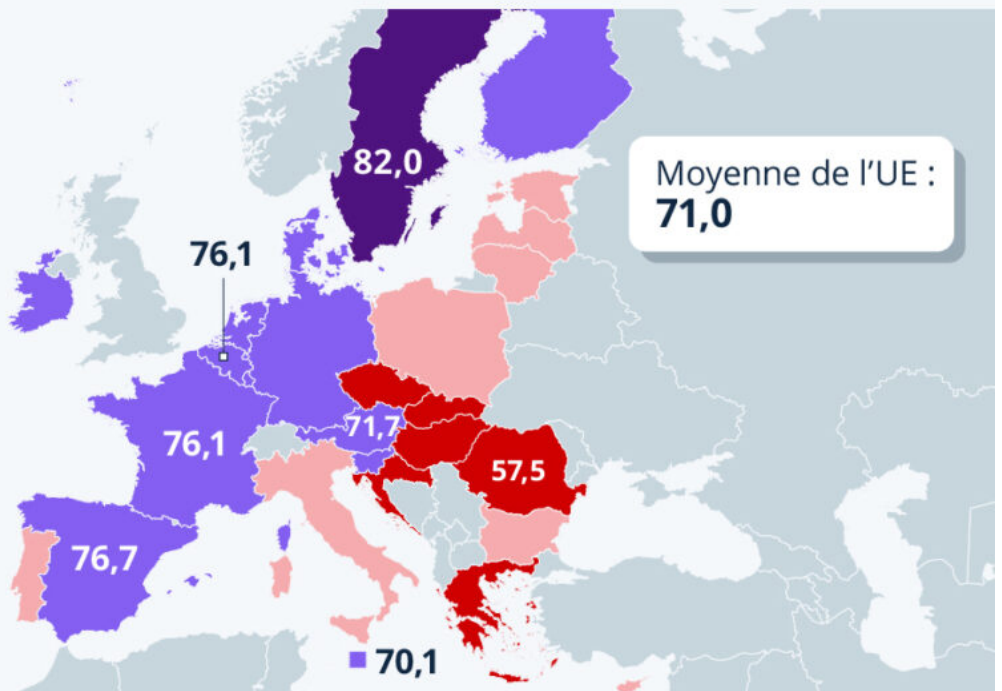
Écrit par le 29 mars 2025

États des lieux de l'égalité hommes-femmes en Europe

Résultats de l'indice d'égalité des genres en 2024
(100 = égalité totale)*



- 80+
- 70-79,9
- 60-69,9
- 50-59,9



* Indice basé sur plusieurs indicateurs : niveau d'éducation, participation au marché du travail, ressources financières, exposition à la violence etc.

Source : Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE)



statista

Il reste encore un long chemin à parcourir en Europe pour atteindre la pleine égalité des droits entre les femmes et les hommes. C'est en tout cas ce qui ressort de l'[Indice d'égalité des sexes 2024](#) de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, qui se base principalement sur des données de 2022.

Ecrit par le 29 mars 2025

L'indice se base sur six catégories principales : travail (qui inclut la participation au taux d'emploi), argent, éducation, temps (qui mesure les inégalités entre les sexes dans la répartition du temps consacré aux travaux domestiques et aux activités sociales), pouvoir (soit l'accès aux postes de décision dans les sphères politiques, économiques et sociales), et santé. S'y ajoutent deux autres facteurs : la violence envers les femmes, et les « inégalités croisées », désavantages durables qui résultent d'un mélange de privations économiques et de discriminations fondées sur l'identité. Avec un score de 76,1 sur 100, la France se classe sixième et plusieurs points au dessus de la moyenne des pays de l'UE, située à 71.

Comme chaque année depuis de développement de cet indice, la Suède est en tête du classement des pays de l'Union européenne, devant les Pays-Bas et le Danemark. Si des progrès sont à noter depuis la première publication de l'Indice d'égalité des sexes en 2013, l'évolution reste lente : la moyenne de l'Union européenne était alors de 63,1, et n'a ainsi augmenté que de 7,9 points en onze ans.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Les dépenses militaires au sein de l'OTAN

Ecrit par le 29 mars 2025

Les dépenses militaires au sein de l'OTAN

Estimation des dépenses de défense des pays de l'OTAN (en millions de dollars) et niveau en % du PIB en 2024



Source : OTAN



Ecrit par le 29 mars 2025

La Maison Blanche a annoncé, lundi 3 mars, suspendre toute aide militaire à l'Ukraine, dans le but de pousser Kiev à un cessez-le-feu. Après l'altercation lunaire entre Donald Trump, son vice-président J. D. Vance et le président ukrainien Volodymyr Zelensky à Washington vendredi dernier, l'administration Trump a donc décidé de mettre ses menaces à exécution. Cette décision concerne essentiellement des armes et munitions approuvées sous l'administration de Joe Biden, dont assez peu restent encore à livrer. Dans un entretien diffusé sur Fox News lundi soir, J. D. Vance a défendu la décision et attaqué les dirigeants européens qui continuent de soutenir l'Ukraine. « Zelensky, il se rend en Europe et beaucoup de nos amis européens le regonflent à bloc. Ils disent : "Vous êtes un combattant de la liberté. Vous devez continuer à vous battre à jamais." A jamais avec quoi ? Avec l'argent de qui ? Avec quelles munitions, avec quelles vies ? En fait, le président [Trump] adopte une perspective bien plus réaliste, en disant que tout ça ne peut pas continuer sans fin », a-t-il déclaré.

La décision des États-Unis est ainsi prise : sous prétexte d'obtenir la fin des hostilités, l'administration Trump choisit d'abandonner l'Ukraine - et, par extension, les membres de l'OTAN, qui se tiennent à ses côtés.

Si les États-Unis restent de loin le plus large contributeur au budget de l'organisation politico-militaire, avec des dépenses estimées à plus de 967 milliards de dollars l'année dernière, presque tous les pays de l'OTAN ont augmenté leurs dépenses de défense en 2024, et ils étaient une majorité à atteindre l'objectif fixé en 2014 d'accorder 2 % de leur PIB aux dépenses militaires, objectif qui n'était atteint que par 11 des 30 États de l'OTAN en 2023. Selon [les plus récentes données](#) publiées par l'organisation, les derniers retardataires dans la réalisation de cet objectif sont l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Croatie, la Belgique, le Canada, la Slovénie et le Luxembourg.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

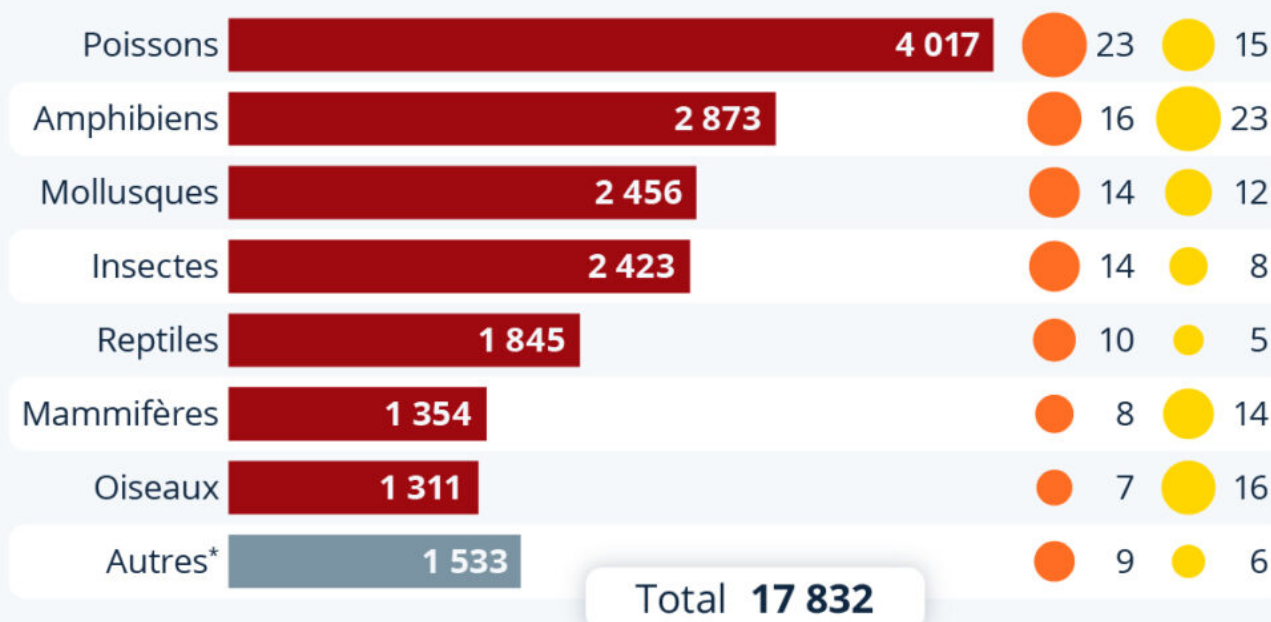
Près de 18 000 espèces sont menacées d'extinction

Ecrit par le 29 mars 2025

Près de 18 000 espèces sont menacées d'extinction

Nombre préliminaire d'espèces animales de la liste rouge de l'UICN en 2024, par classe

● Part en 2024 (en %) ● Part en 2007 (en %)



* Autres invertébrés, tels que les crustacés, les coraux et les arachnides (araignées, scorpions).

Source : Union internationale pour la conservation de la nature



statista

En 2024, le nombre d'espèces menacées identifiées par l'[Union internationale pour la conservation de la nature](https://www.uicn.org/) (UICN) s'élevait à près de 18 000. Mais alors que des animaux comme les orangs-outans ou les dauphins à bosse, en danger critique d'extinction, font l'objet d'une grande attention, la part des espèces de mammifères menacées ne représentait que 8 % de l'ensemble des espèces animales menacées.

Ecrit par le 29 mars 2025

En 2007, les mammifères représentaient encore 14 % de toutes les espèces animales menacées (définies par l'Union européenne comme des espèces inscrites sur la liste rouge comme étant en danger critique d'extinction, en danger ou vulnérables). Entre 2007 et 2024, les classes d'animaux dont la part dans le nombre d'espèces menacées ont augmenté étaient les reptiles, les insectes, les poissons et les mollusques (classe comprenant les escargots, les limaces, les moules, les calmars et les vers), tandis que la menace qui pèse sur les amphibiens est resté élevée. Près d'une espèce menacée sur quatre dans le monde en 2024 est un poisson.

Si les raisons de la mise en danger des insectes et des poissons sont bien connues et incluent la surpêche, l'utilisation de pesticides et la monoculture, les menaces qui pèsent sur les reptiles et les mollusques sont moins connues. Selon l'UICN, de nombreuses espèces de reptiles sont concentrées dans les régions de forêt tropicale et sont donc menacées par la déforestation. En outre, ces espèces sont particulièrement sensibles aux changements environnementaux, y compris au changement climatique. En ce qui concerne les mollusques, les espèces menacées sont principalement celles qui vivent sur terre et en eau douce. Selon l'American Institute of Biological Sciences, elles sont menacées par la destruction de leur habitat ou par des espèces envahissantes.

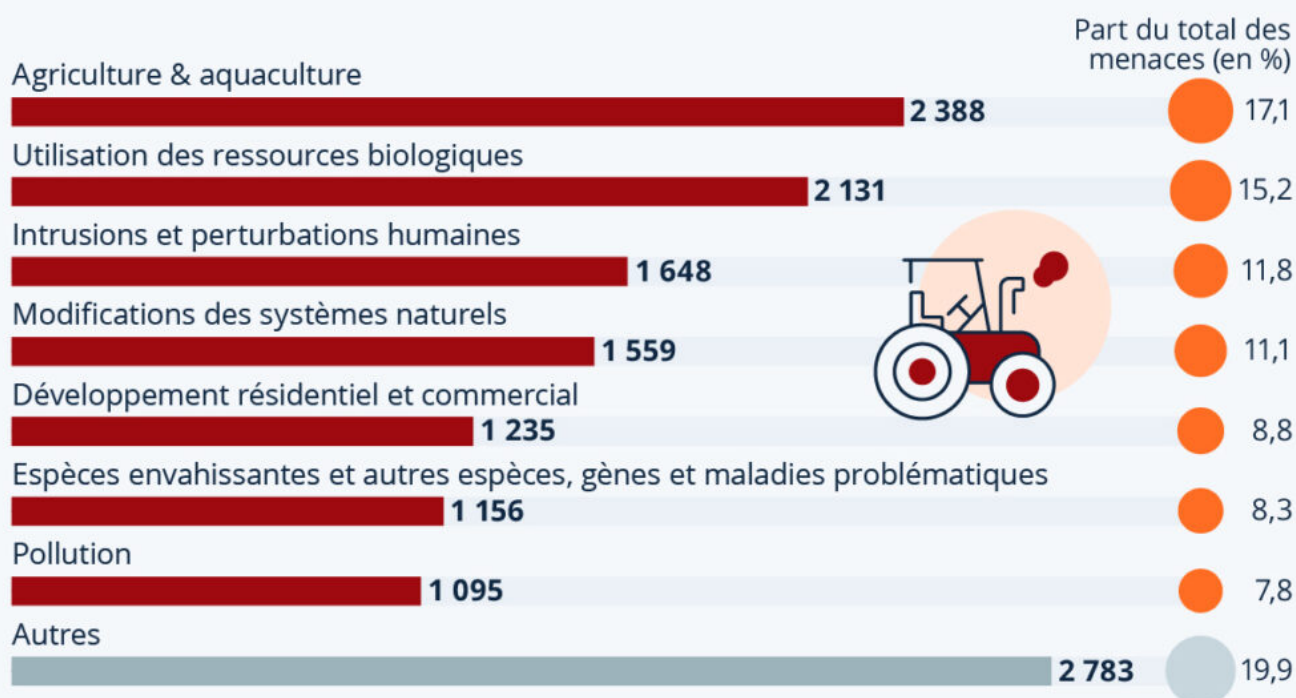
Les plus grandes menaces qui pèsent sur la biodiversité

L'agriculture et l'aquaculture constituent la plus grande menace pour les zones clés pour la [biodiversité](#) dans le monde, selon les [données](#) de la base de données mondiale des zones clés pour la biodiversité (World Database of Key Biodiversity Areas). Les catégories de menaces majeures figurant sur ce graphique reflètent les classifications de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui sont considérées comme des menaces de premier ordre pour la biodiversité et les écosystèmes.

Ecrit par le 29 mars 2025

Les plus grandes menaces qui pèsent sur la biodiversité

Nombre de zones clés pour la biodiversité identifiées comme subissant les menaces suivantes* dans le monde



* classées par l'UICN comme des menaces de premier ordre pour la biodiversité et les écosystèmes. En date de septembre 2024.

Source : Base de données mondiale des zones clés pour la biodiversité



statista

Comme le montre le graphique ci-dessus, plusieurs des principales menaces pesant sur les zones de biodiversité sont d'origine humaine. Par exemple, le groupe Intrusions et perturbations humaines englobe une série d'actions allant des activités récréatives à la guerre, aux troubles civils et aux exercices militaires, en passant par les activités professionnelles. L'utilisation des ressources biologiques comprend, entre autres, la chasse, l'exploitation forestière et la récolte du bois. La catégorie

Ecrit par le 29 mars 2025

Modifications des systèmes naturels couvre des activités telles que la construction de barrages et la catégorie Pollution englobe des menaces telles que les eaux usées, les déversements d'hydrocarbures, les pluies acides et la pollution sonore. Les catégories Production d'énergie et exploitation minière et Corridors de transport et de services se classent respectivement à la huitième et à la dixième place, mais ont été incluses dans ce tableau sous la rubrique « Autres ».

Les discussions de la COP16 de la Conférence des Nations unies sur la biodiversité reprennent au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, du 25 au 27 février. Les négociations reprendront là où les experts se sont arrêtés à Cali, en Colombie, en octobre dernier. La question du financement de la protection de la nature devrait de nouveau être au cœur des discussions.

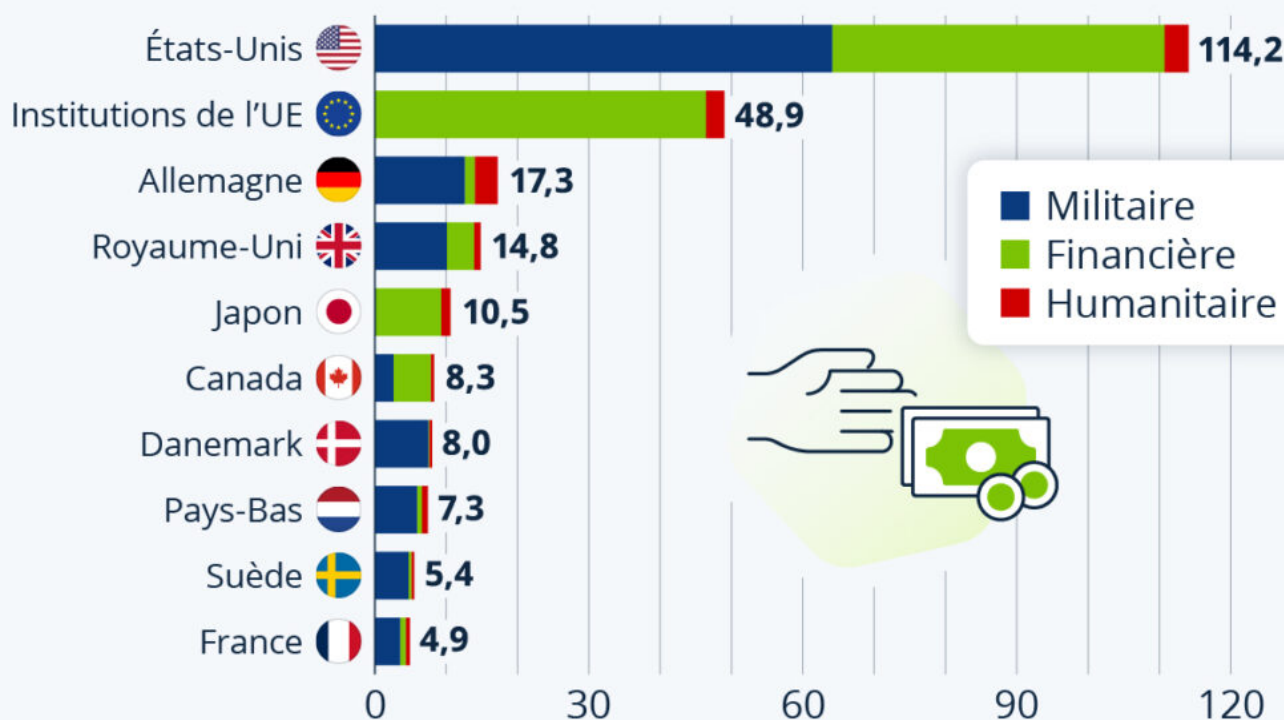
De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Quels pays ont fourni le plus d'aides à l'Ukraine ?

Écrit par le 29 mars 2025

Les pays qui ont fourni le plus d'aides à l'Ukraine

Montant des aides accordées à l'Ukraine entre le 24 janv. 2022 et le 31 décembre 2024 (en milliards d'euros)



Sélection des dix pays/institutions ayant accordé le plus d'aides sur cette période.

Source : Institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW)



statista

Selon le [suivi](#) des aides internationales promises à l'[Ukraine](#) de l'Institut d'économie de Kiel, les États-Unis ont accordé le plus grand soutien à Kyiv depuis le début de l'invasion russe, avec un total d'environ 114 milliards d'euros d'aides, principalement militaire, recensées fin décembre 2024. Les pays dépassent ainsi l'ensemble des institutions de l'Union européenne (auxquelles la France contribue via sa [participation au budget de l'UE](#)) qui ont accordé un total d'environ 49 milliards d'euros sur la même

Ecrit par le 29 mars 2025

période, en incluant les aides financières de la Banque européenne d'investissement. En février 2024, les 27 pays de l'Union européenne s'étaient accordés sur un programme de soutien de 50 milliards d'euros supplémentaires pour l'Ukraine, inclus dans une rallonge du budget de l'UE jusqu'en 2027.

La France se classe quant à elle au 10e rang des pays ou institutions fournissant le plus d'aides en valeur, avec un montant total annoncé de 4,9 milliards d'euros du 24 janvier 2022 au 31 décembre 2024 (dernier relevé disponible). Au cours de cette période, le soutien officiellement accordé par le gouvernement français a principalement été d'ordre [militaire](#) (3,5 milliards d'euros). Le 12 mars dernier, l'Assemblée nationale avait voté à une large majorité en faveur de l'accord bilatéral d'aide entre la France et l'Ukraine. Cet accord, signé le 16 février dernier par le président de la République Emmanuel Macron et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, prévoit entre autres un engagement de dix ans de la France envers l'Ukraine.

Si l'on regarde la contribution rapportée à la taille de l'économie, c'est le Danemark et l'Estonie qui arrivent en première position, avec des montants accordés en aides bilatérales qui représentaient 2,2 % de leurs PIB respectifs sur la période étudiée. La Lituanie (1,8 %) suivait. En comparaison, l'aide engagée par les États-Unis représentait 0,5 % de son [\(important\) PIB](#).

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Note : pour les pays de l'UE, ces chiffres ne prennent en compte que l'aide bilatérale accordée par chaque pays, et exclut leur participation au budget de l'UE.